



RAPPORTS SUR DE RECENTES REUNIONS SPECIALISEES DE L'UIP

**e) REUNION PARLEMENTAIRE A L'OCCASION DU FORUM 2010
DE L'ALLIANCE DES CIVILISATIONS**

(Rio de Janeiro, Brésil, 27-29 mai 2010)

Plus de 6 000 participants - dirigeants politiques et dirigeants d'entreprises, militants de la société civile, représentants de la jeunesse, journalistes, représentants d'organisations internationales et dirigeants religieux - se sont retrouvés à Rio de Janeiro à la fin du mois de mai à l'occasion du troisième Forum annuel de l'Alliance des civilisations de l'ONU.

Créée en 2005 par les Nations Unies, l'Alliance est née de la conviction que seule la prise en compte des divergences existant de longue date entre les cultures permettra de faire régner une paix durable. L'Alliance s'efforce donc de fédérer les bonnes volontés autour d'initiatives destinées à faire croître le respect mutuel entre les peuples de différentes origines culturelles et religieuses. Son objectif est de combler les fossés qui séparent les peuples et de nourrir la confiance et l'entente entre les cultures et les communautés de la planète.

La portée mondiale et la vocation universelle de l'Alliance sont attestées par l'élargissement de sa composition (plus de 120 nations et organisations internationales sont désormais membres du groupe de l'Alliance des civilisations, les Etats-Unis en étant devenus récemment le centième Etat membre), et par la tenue du Forum, pour la première fois après Madrid et Istanbul, hors de la région méditerranéenne, sur un autre continent.

Pour la première fois également, les législateurs ont été invités à se joindre à leur délégation nationale au Forum de Rio, et à prendre une part active aux délibérations de cette grande manifestation internationale. Une réunion parlementaire sur *Le rôle des législateurs dans la promotion du dialogue et de la coopération interculturels* a été organisée par l'Union interparlementaire et le Parlement brésilien lors de la première journée du Forum.

Les débats de cette rencontre, à laquelle ont pris part des parlementaires représentant une vingtaine de pays et trois organisations parlementaires régionales, étaient conduits par le Président du Parlement brésilien, Michel Temer, et se sont ouverts sur une allocution prononcée par le Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations, Jorge Sampaio. Ce forum a été l'occasion de faire le point sur la suite donnée à la résolution adoptée par l'UIP à Bali en 2007 concernant la coexistence pacifique et le respect de toutes les communautés religieuses à l'ère de la mondialisation, ainsi que de se pencher sur la manière dont les parlements pourraient se mobiliser davantage au service des objectifs de l'Alliance des civilisations.

Les participants ont présenté leurs expériences et leurs bonnes pratiques au niveau national, et ont fait une série de propositions concrètes sur la façon de contribuer à rapprocher les cultures et à promouvoir efficacement le dialogue entre les diverses communautés au sein de la société. Dans certaines de ces propositions, on insiste en particulier sur la nécessité

d'inscrire les questions liées à la diversité culturelle à l'ordre du jour politique national, d'investir dans l'éducation, d'encourager la participation des minorités à la vie politique en leur permettant d'accéder au Parlement et d'être à même d'influer activement sur les travaux du Parlement, de faire un meilleur usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et de moderniser ainsi le processus parlementaire pour améliorer la transparence dans la vie politique.

Pendant la réunion, les législateurs ont invité les autres parties prenantes du Forum de Rio à participer et ont noué un dialogue avec elles. Il s'agissait notamment de fonctionnaires, d'universitaires et de représentants de la jeunesse. La contribution de la jeunesse a été très bien accueillie, ce qui a permis de souligner le type de soutien et d'engagement actif que les organisations de la jeunesse peuvent et doivent apporter aux campagnes nationales visant à lutter contre l'extrémisme et l'intolérance.

Dans le cadre du Forum lui-même, l'UIP a en outre organisé la première séance thématique sur le thème *Démocratie, bonne gouvernance et diversité culturelle*, qui a permis aux participants d'explorer le lien entre démocratie et diversité, et de réfléchir aux moyens de promouvoir la participation effective des minorités ethniques et des groupes autochtones à la vie publique. Conduite par le sénateur mexicain et Vice-Président de l'UIP, M. A.A Díaz Caneja, cette séance thématique a entendu des personnalités de renommée internationale comme le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. M. Çavusoglu, un ancien Premier Ministre norvégien, M. K.M. Bondevik, le Ministre de la culture du Brésil et la Présidente de LatinoBarómetro, Mme M. Lagos.

Les intervenants sont convenus que la paix et la démocratie doivent être fondées sur l'état de droit, la liberté d'expression et le respect de la pluralité des points de vue. La tolérance en politique est une composante essentielle de cette équation. Cependant, comme l'a montré un sondage d'opinion mené au niveau mondial commandé récemment par l'UIP, l'opinion publique a, de par le monde, le sentiment que cette tolérance fait cruellement défaut. Il incombe aux responsables politiques eux-mêmes d'encourager sans relâche la tolérance en politique par l'éducation, le dialogue et la compréhension, et surtout par la promotion du respect de normes éthiques élevées dans la vie publique.

La démocratie tire sa force de la diversité, ainsi que de l'adhésion aux droits fondamentaux et du respect de ces droits, du respect des droits des minorités et des libertés individuelles. Un espace public dans lequel les opinions peuvent s'exprimer librement et sans peur est la condition préalable à la démocratie. La confiance dans les institutions, le dialogue avec les différents secteurs de la société et la tolérance politique ont été évoqués comme des composantes essentielles de la bonne gouvernance dans le contexte de la diversité culturelle.

Les participants à la séance thématique ont souligné que la société civile et les organisations religieuses sont appelées à jouer un rôle majeur pour surmonter les clivages culturels et l'intolérance religieuse. Une expérience passée a notamment montré que les conseils interconfessionnels qui mettent en œuvre un programme continu de consultations et de discussion peuvent contribuer à désamorcer les tensions et à dissiper les conceptions erronées. Les autorités doivent aussi faciliter et promouvoir la bonne participation des minorités ethniques et culturelles à la vie publique. Les partis politiques ont la responsabilité particulière d'assurer l'égalité des sexes et la représentation politique des minorités.

Enfin, il a été dit que les responsables politiques doivent aussi investir dans la jeunesse : garantir l'éducation pour tous, offrir un espace à la jeunesse pour qu'elle s'exprime dans la vie publique, et faciliter les échanges entre jeunes de divers horizons culturels et religieux. Une des propositions concrètes était de créer des systèmes politiques parallèles de la jeunesse qui conseilleraient les responsables publics en leur apportant les connaissances et les suggestions originales des jeunes sur les problèmes politiques, économiques et sociaux majeurs auxquels la société est confrontée.

L'un des points forts du Forum de Rio a été la participation massive et enthousiaste de jeunes représentants du monde entier, qui a souligné une fois de plus qu'investir dans la jeunesse est le meilleur investissement que puisse consentir un parent, une communauté ou un pays. L'une des idées novatrices les plus prometteuses récompensées lors de l'édition du Marché aux idées de cette année a été celle des **ParliaMentors**, initiative audacieuse du Three Faiths Forum conçue dans le but de préparer l'émergence de la prochaine génération de responsables politiques et de dirigeants communautaires, tout en s'efforçant de faire évoluer la société d'aujourd'hui. Le programme offre à des trios d'étudiants en sciences politiques (un chrétien, un juif et un musulman) au Royaume-Uni la possibilité de bénéficier des conseils de parlementaires. Ensemble, ils donnent naissance à des "projets d'émancipation" visant à accroître la participation politique et la responsabilité sociale. D'autres pays et régions pourraient reprendre à leur compte une solution innovante de ce type.

Le Forum 2011 de l'Alliance des civilisations aura lieu au Qatar, pays avec lequel l'UIP a collaboré étroitement dans le cadre de la Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies (2006-2010). L'UIP souhaitera peut-être examiner plus avant les modalités du renforcement de sa coopération avec l'Alliance des civilisations de l'ONU.